

Convention collective départementale

IDCC : 2294. – **INDUSTRIES ET MÉTIERS DE LA MÉTALLURGIE
(AUBE)**

(5 juin 2002)

(Bulletin officiel n° 2002-11 bis)

(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,
Journal officiel du 23 juin 2004)

**AVENANT DU 21 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX ET AUX RMH**

NOR : *ASET0850125M*

IDCC : 2294

Entre :

L'union des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube,

D'une part, et

Le syndicat départemental de la métallurgie CFDT ;

Le syndicat départemental de la métallurgie CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

TITRE I^{er}

**BARÈME DES SALAIRES MINIMAUX
EFFECTIFS GARANTIS**

Article 1^{er}

Il est institué un barème des salaires minimaux effectifs garantis, fixés à l'article 4 du présent accord, s'appliquant aux agents de maîtrise, aux agents administratifs et techniciens, et aux ouvriers occupant les fonctions définies par l'accord national sur la classification du 21 juillet 1975, et employés dans les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective de l'union des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube.

Article 2

Ces salaires sont arrêtés pour un horaire mensuel de 151,67 heures, compensation pour réduction d'horaires incluse. Ayant le caractère de salaires, ils n'ont pas à supporter la majoration de 5 % ou de 7 % résultant de l'accord du 4 avril 1980 et n'ont pas à être pris comme base de calcul de la prime d'ancienneté.

Article 3

Pour la comparaison annuelle des sommes réellement perçues par les salariés avec le présent barème, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire y compris l'ensemble des compensations pour réduction d'horaires, à l'exception de la prime d'ancienneté prévue par la convention collective de la métallurgie de l'Aube, des sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise, des sommes ayant le caractère d'un remboursement de frais et des primes ou indemnités prévues par la convention collective de la métallurgie de l'Aube dues au titre du travail exceptionnel la nuit ou le dimanche ou un jour férié légal, au titre du travail continu en équipes successives.

Article 4

A compter du 1^{er} janvier 2007, le barème des salaires minimaux effectifs garantis applicables aux personnels s'établit de la façon suivante :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM
I	1	140	15 221
	2	145	15 375
	3	155	15 478
II	1	170	15 932
	2	180	15 952
	3	190	16 011
III	1	215	16 120
	2	225	16 641
	3	240	17 175
IV	1	255	17 560
	2	270	18 283
	3	285	19 229
V	1	305	20 821
	2	335	22 806
	3	365	25 154
	4	395	27 473

Article 5

Ces barèmes sont adaptés à l'horaire effectif de travail de chaque salarié. Ils supportent, le cas échéant, les majorations légales pour heures supplémentaires. Ils sont adaptés, le cas échéant, en cas d'absence du salarié pour quelque cause que ce soit et en cas d'entrée ou de départ du salarié en cours d'année.

Article 6

Les salaires minimaux effectifs garantis n'ont aucune incidence sur les rémunérations minimales hiérarchiques qui restent applicables, notamment pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Article 7

A la diligence de l'union des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube, il sera procédé à une enquête destinée à mieux connaître le nombre de salariés concernés par l'application de ces barèmes de rémunérations dans les entreprises relevant de la présente convention.

TITRE II

BARÈMES DES RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES

Article 9

Domaine d'application

Les dispositions du présent titre s'appliquent aux personnels ouvriers, administratifs et techniciens, agents de maîtrise, agents de maîtrise d'atelier.

Article 10

Objet

Les rémunérations minimales hiérarchiques servent exclusivement de base de calcul à la prime d'ancienneté prévue par la convention collective des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube.

Article 11

Valeur du Point

Les parties signataires sont convenues d'actualiser comme suit le barème des rémunérations minimales hiérarchiques résultant de l'accord du 13 décembre 2007 : la valeur du point est maintenue à 4,07 €.

Article 12

Dispositions communes à toutes les entreprises adhérentes

Les rémunérations minimales hiérarchiques ci-après définies sont établies sur la base de la durée légale du travail en vigueur et comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée de travail. Le barème doit être adapté en fonction de l'horaire de travail effectif réellement pratiqué.

Article 13

Date d'application

Le barème, établi sur ces valeurs du point, prend effet à compter du 1^{er} décembre 2007.

Article 14

Dépôt

Le présent accord, établi conformément à l'article L. 132-1 du code du travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles R. 132-1 et R. 132-2 du code du travail.

Fait à Troyes, le 21 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)